



**HAL**  
open science

## Définir l'unité nationale canadienne face à “ l'autre ” états-unien sous les Libéraux (1963-84)

Chloé Carbuccia

► **To cite this version:**

Chloé Carbuccia. Définir l'unité nationale canadienne face à “ l'autre ” états-unien sous les Libéraux (1963-84). ”De l'Amérique aux Amériques: dynamiques d'un continent patchwork”, Tiphaine DURIEZ, Maria Fernanda ACOSTA, Lamia MOKRANE, Nov 2014, NICE, France. halshs-01162949v2

**HAL Id: halshs-01162949**

**<https://shs.hal.science/halshs-01162949v2>**

Submitted on 20 Jun 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Définir l'unité nationale canadienne face à « l'autre » états-unien sous les Libéraux (1963-84)

Chloé Carbuccia – Aix-Marseille Université  
Laboratoire d'Études et de Recherches sur le Monde Anglophone (LERMA, EA 853)  
[chloe.carbuccia@univ-amu.fr](mailto:chloe.carbuccia@univ-amu.fr)

Lors d'un discours aux États-Unis en 1969, le Premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau (1968-84) déclara que vivre près des États-Unis était analogue à « dormir avec un éléphant : peu importe à quel point la bête est amicale et d'humeur égale, on est affecté par chaque crispation et grognement ».<sup>1</sup> Cette citation est devenue un très célèbre cliché tant il est courant de comparer le Canada à une souris vivant dans l'ombre de l'éléphant au sud de cette longue frontière, près de laquelle vivent la plupart des Canadiens. L'image reflète bien la disparité de puissance entre les deux pays, la marge limitée du Canada face aux agissements d'une superpuissance ainsi que le caractère inextricable de la situation perçue par les Canadiens. Elle reflète aussi la plupart des discours, notamment officiels, au nord de la frontière depuis la seconde moitié des années soixante qui insistent sur le fait que le Canada doit prendre ses distances par rapport aux États-Unis et accroître son indépendance. Cherchant à se distinguer de son voisin et surtout à ce que cette distinction soit reconnue, le Canada pose bien les États-Unis comme un "autre" qui sert de référence afin d'asseoir, sinon son identité, du moins une unité nationale mise à mal par l'interdépendance croissante en termes de défense et d'économie entre les deux pays. De plus, les revendications québécoises se réclamant d'une nation autre, différente de la nation canadienne à majorité anglophone, soulève dans les années soixante des craintes concernant la survie, voire l'existence du Canada. La porosité de la frontière en matière de migration de biens, de personnes, d'idées et de produits culturels a renforcé ces craintes. La majorité des discours canadiens non francophones mettent l'accent sur l'idée que ce qui distingue le Canada, c'est qu'il n'est pas « américain », c'est-à-dire pas états-unien. Ce discours, répandu dans les discours officiels, politiques et dans la presse anglophone, principalement dans l'Est du pays, n'était pas neutre à l'heure où l'économie canadienne dépendait de plus en plus des échanges avec son voisin du sud et où la défense du territoire devenait intégrée dans une perspective parfois dite « continentale », en période de guerre froide. Le flot de produits culturels américains consommés au Canada a aussi poussé à promouvoir une production culturelle canadienne propre.

---

<sup>1</sup> Cité par Jack Granatstein dans GRANATSTEIN, Jack et HILLMER, Norman. *For Better or For Worse: Canada and the United States to the 1990's*. Toronto : Copp Clark Pitman, 1991, p. 247.

Les discours canadiens ont posé les États-Unis comme « l'autre » afin de se définir et afin que le Canada soit perçu comme une autre Amérique, plus paisible et égalitaire, notamment à la fin des années soixante où les États-Unis s'embourbaient dans la guerre du Vietnam et étaient secoués par la violence. Néanmoins, les discours canadiens restaient empreints d'ambivalence à cet égard, tant les États-Unis s'avéraient attractifs : "la frontière est ambivalente, mélange d'attraction et de répulsion, d'amitié et de crainte"<sup>2</sup>, écrivait Jean-Michel Lacroix. Définir l'unité nationale canadienne face aux États-Unis reste difficile dans les années soixante et soixante-dix à cause de cette ambiguïté qui devient presque intrinsèque à toute tentative de définition. Deux discours principaux et complémentaires se dégagent néanmoins : soit l'accent est mis sur les différences avec les États-Unis de façon valorisante pour le Canada, soit on insiste sur les similarités avec le superpuissant voisin ainsi que sur les risques de "satellisation" du Canada représentés par une intégration dite "continentale".

Cet article se propose d'étudier dans un premier temps la façon dont les discours canadiens ont construit, dans les années soixante à quatre-vingt, les États-Unis comme un « autre » attirant certes, mais dont il fallait se méfier puis de voir en quoi la rhétorique de l'altérité a contribué au nationalisme canadien. Enfin, il semble intéressant d'apporter un autre regard en analysant comment le Département d'État américain a perçu cette rhétorique.

## I. Discours prônant la distance avec les États-Unis

### *1. L'ambivalence du Canada face à son voisin du sud*

Tout d'abord, la frontière revêt un fort caractère symbolique<sup>3</sup> pour les Canadiens comme le montre cette citation de l'historien canadien Norman Hillmer :

Nous sommes un peuple frontalier. La frontière façonne notre vie; elle définit notre identité. [...] Les Canadiens prennent la frontière très au sérieux. Dès les premiers balbutiements du pays, ils ont mis l'accent sur la différence avec leurs voisins, et se sont empressés de forger une nation. [...] Avec le temps toutefois, l'interpénétration des deux peuples n'a fait que s'accroître.<sup>4</sup>

---

<sup>2</sup> LACROIX, Jean-Michel. Le Canada peut-il manifestement avoir une destinée en Amérique du Nord à côté des États-Unis ? In : LAGAYETTE, Pierre. *La destinée manifeste des États-Unis au XIXe siècle Aspects politiques et idéologiques*. Paris : Ellipses, 1999, p. 192-202, p. 195.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 194.

Pour une étude sur la frontière canado-américaine, voir BEYLIER, Pierre-Alexandre. *La frontière Canada/États-Unis depuis le 11 septembre 2001 : continuité et mutations*. Thèse de doctorat dirigée par Jean-Michel Lacroix. Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, soutenue le 23 novembre 2013.

<sup>4</sup> HILLMER, Norman. Un peuple frontalier. *Canada - Regard sur le monde*, 2005, numéro 24, p. 3-20, p.3-4.

Il est aussi courant de préciser que les Canadiens attachent plus d'importance à cette frontière et à la relation de leur pays avec les États-Unis que leurs voisins. La frontière a pu ainsi être comparée à un jeu de miroir, « les Canadiens derrière le miroir, bien informés [sur leur voisin] et sans voir leur reflet, et les Américains qui se retrouvent à regarder vers le Nord en y voyant uniquement leur propre image<sup>5</sup> ». L'idée que les États-Unis ignoraient beaucoup de choses sur le Canada ou le considéraient comme acquis, considérant le Canada comme un allié, un ami apportant son soutien de façon automatique et sans qu'une trace de consultation se retrouve dans les discours politiques.

Ce qui est frappant dans la plupart des discours canadiens de langue anglaise dans les années soixante et soixante-dix, c'est à quel point il semble important de dissocier le Canada de son voisin du sud, que ce soit dans la presse ou dans les discours politiques et officiels. L'autre trait marquant, c'est que ces discours mettent en exergue le besoin de souligner cette prise de distance, comme si la distinction canadienne n'allait pas de soi.

Ici se trouve ainsi la première aporie des discours canadiens concernant "l'autre" américain/états-unien : si la différence canadienne était une évidence, pourquoi serait-il nécessaire de le répéter ? et, a contrario, si les discours canadiens se font l'écho de cette insistance, ne font-ils pas que révéler la fragilité de cette idée ? Ainsi, préciser que le Canada est un pays distinct révèle une première insécurité fondamentale.

Cette insécurité a pris plusieurs formes, d'efforts visant à accroître la marge de manœuvre canadienne à des manifestations plus paranoïaques voire anti-américaines, en passant par des discours alarmistes sur le risque de satellisation du Canada, à l'instar des écrits de l'historien canadien Donald Creighton<sup>6</sup> ou du célèbre pamphlet *Lament for a Nation* de George Grant qui, en 1965, déplorait la disparition du Canada<sup>7</sup>. Ce sentiment d'insécurité n'était pas récent et faisait largement écho aux craintes de devenir absorbé par la République expansionniste du sud au cours du 19<sup>ème</sup> siècle. Pour Laurence Cros, certaines "périodes constituaient pour le Canada des moments de crise où la peur des États-Unis, élément chroniquement présent dans l'imaginaire canadien, se réveillait de façon aigüe"<sup>8</sup> et la séparation d'avec les États-Unis était déjà un thème très important dès le 18<sup>ème</sup> siècle. La différence majeure avec les années soixante, c'est qu'au moins avant la seconde guerre mondiale,

---

<sup>5</sup> HELLIWELL, John F. Canada : Life Beyond the Looking Glass. *The Journal of Economic Perspectives*, 2001, vol.1, n°15, p. 107-24, p. 107.

<sup>6</sup> Voir CREIGHTON, Donald. *Canada's First Century 1867-1967*. Toronto : Macmillan of Canada, 1970.

<sup>7</sup> Voir GRANT, George. *Lament for a Nation - the Defeat of Canadian Nationalism*. Toronto: McClelland and Stewart Ltd, 1965.

<sup>8</sup> CROS, Laurence. Le Canada et la peur de l'annexion américaine à l'époque victorienne, à travers les dessins politiques canadiens. *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, 2001, n°23, p. 159-88, p. 160.

l'insistance sur la séparation entre le Canada et les États-Unis s'accompagnait d'une fierté assurée par le lien avec l'Empire britannique. Or, après la seconde guerre mondiale et non seulement ce lien est amoindri mais il s'accompagne pour le Canada d'un rapprochement militaire, économique et culturel avec les États-Unis.

## 2. Contexte de l'émergence de discours prônant la prise de distance avec les États-Unis

Il semble opportun de poser le contexte des années soixante et soixante-dix dans lequel émergent ces discours sur les États-Unis avant de se pencher sur leur forme et contenu. Tout d'abord, il convient de garder à l'esprit que le Canada connaît des transformations sociétales profondes et c'est dans ces décennies qu'ont été posées les bases du Canada moderne. Les références identitaires à la nation britannique déclinent et des symboles canadiens apparaissent, comme en témoigne le drapeau de 1965 qui a suscité de longs débats à la Chambre des Communes avant d'être accepté. José Iguarta a nommé ce phénomène « dé-ethnisation », le Canada anglais étant remplacé par une définition civique plus vaste de la nation afin d'englober les citoyens, et ce quelle que soit « leur origine linguistique, culturelle ou ethnique<sup>9</sup> ». Selon lui, le terme 'britannique' renvoyait à un ensemble de marqueurs ethniques, culturels, politiques et symboliques considérés comme acquis à la naissance et à travers l'éducation à la culture britannique<sup>10</sup>. Il nomme ce phénomène "L'autre révolution tranquille" car il a eu lieu en parallèle de la Révolution tranquille du Québec qui s'est sécularisé et a revendiqué une reconnaissance politique et culturelle. En réponse, le Canada deviendra un pays bilingue et biculturel (la Loi sur les langues officielles est adoptée en 1969 mais la commission d'étude est lancée sous le mandat du Premier ministre Lester Person) puis multiculturel en 1972 sous l'égide de Pierre Trudeau. Intégrer les « autres » canadiens sans les assimiler devient la politique officielle et vise aussi, pour le Premier ministre Trudeau (1968-84), à mettre en difficulté le séparatisme québécois. Ces changements suivent leur cours jusqu'au début des années 1980, lorsque la constitution canadienne est rapatriée de Londres et qu'y est insérée une Charte des droits et des libertés, ce qui porte un coup aux nationalistes québécois en donnant la primeur aux droits individuels sur les droits collectifs. Le Canada se dote également, dans les années 1960, d'un système de protection sociale, ce qui contribue à distinguer le Canada de son voisin même si le Medicaid et le Medicare voient le jour aux États-

---

<sup>9</sup> IGARTUA, José E. *The Other Quiet Revolution : National Identities in English Canada, 1945-71*. UBC Press, 2006, p. 1.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 4.

Unis. Les historiens Randall et Thompson ont par ailleurs écrit que le Canada, protégé par les États-Unis pendant la guerre froide, avait pu s'offrir un État providence alors que son voisin était devenu un État en guerre<sup>11</sup>. Le politologue canadien Philip Resnick voit dans le développement de l'État providence au Canada plus qu'une question de budget disponible et pense que la tradition sociale démocrate au Canada anglais aide à expliquer le développement plus complet de l'état providence canadien ou l'ouverture plus large à l'entreprise publique et que ce trait représente une différence marquante avec les États-Unis<sup>12</sup>. Cependant il nuance son propos en expliquant que cet état providence est moins avancé que dans certains pays d'Europe et que l'économie politique canadienne est similaire à celle des États-Unis et que le modèle de société canadien est bien Nord Américain.<sup>13</sup>

On en revient à la tension entre différences et similarités avancée par les textes universitaires. Gardons néanmoins à l'esprit que l'intégration économique n'était pas mise en place dans la même mesure avant la signature des accords de libre-échange canado-américains puis de l'ALENA dans les années 90, même si dans les années soixante les économies du Canada et des États-Unis étaient de plus en plus interdépendantes. Force est de constater que de nombreux discours posant les États-Unis comme un autre dont il fallait se méfier avaient trait à l'économie, car les investissements étrangers au Canada suscitaient des craintes de perte de souveraineté.

### *3. Implications pour la politique étrangère canadienne*

Ces discours postulant l'altérité des deux voisins ont pris différentes formes et ont avancé des contenus divers. Au niveau des discours officiels et diplomatiques, on note tout d'abord dans les années soixante une volonté de ne pas s'aliéner les États-Unis. On trouve aussi des discours, comme celui du ministre des Affaires Extérieures Paul Martin, qui réfléchissent sur ce sentiment de perte de repères identitaires tout en participant à chercher à distinguer le Canada et à garder les États-Unis comme allié et donc protecteur. Dans un discours de 1964, Paul Martin expliquait que ce qui posait problème aux yeux des Canadiens, c'était bien leur identité distincte : les accords de défense, les investissements américains au Canada, le réseau d'information, l'existence d'une culture nord-américaine ainsi que la reconnaissance par le Canada de l'importance des États-Unis dans le monde étaient autant d'éléments perçus comme

---

<sup>11</sup> RANDALL, Stephen J. et THOMPSON, John Herd. *Canada and the United States - Ambivalent Allies*, Athens : University of Georgia Press, 2008, p. 227.

<sup>12</sup> RESNICK, Philip. *Thinking English Canada*. Toronto : Stoddart Publishing Co. Limited, 1994, p. 50.

<sup>13</sup> *Ibid.*

brouillant les pistes de l'identité canadienne.<sup>14</sup> D'après le ministre des Affaires extérieures, le Canada était bien différent puisque c'était une puissance moyenne qui mettait en avant le maintien de la paix, et le pays comptait bien maintenir des relations privilégiées avec les États-Unis.

Par ailleurs, la diplomatie canadienne au moins jusqu'en 1965 préfère la diplomatie discrète, en coulisses, et y voit un moyen plus efficace d'avoir l'oreille attentive de Washington et ainsi d'avoir de l'influence sur la politique de la superpuissance. Le pendant de ce discours est la critique suivante : le Canada est décrit comme le laquais de son voisin, bien plus faible en puissance et ayant peur de représailles économiques en cas de désaccord public avec les politiques internationales voire nationales des États-Unis. Dans les discours concernant la politique étrangère, soit l'asymétrie en termes de pouvoir prend le dessus et insiste sur la marge de manoeuvre limitée voire inexistante du Canada en politique étrangère soit le Canada est construit comme un allié fiable mais avec ses propres idées et de l'influence - ce qui est flatteur - tout en maintenant une posture humble. Par exemple, lorsque le futur Premier ministre Lester Pearson - alors candidat aux élections, et ancien ministre des Affaires étrangères et diplomate - se prononce en faveur de la présence de têtes nucléaires américaines afin d'équiper les missiles Bomarc sur le sol canadien, il déclare : "les Américains auraient le doigt sur la gâchette, mais les Canadiens auraient le doigt sur le cran de sûreté".<sup>15</sup> Selon ce type de discours, le Canada permettrait ainsi d'éviter des déviations morales de la part d'une puissance avec peu de limites. Prenons un autre exemple issu de la guerre du Vietnam montrant le pendant de cette préférence pour la diplomatie discrète. Quelques mois avant la Résolution du golfe du Tonkin, le diplomate canadien Seaborn délivra un message au Premier ministre Pham Van Dong. L'initiative fut présentée ultérieurement (lorsque la mission secrète gagna en notoriété) par Paul Martin comme une initiative canadienne dont le but était de trouver un terrain d'entente permettant de trouver une issue pacifique au conflit. Pourtant le message transmis par le diplomate (qui faisait partie d'une série d'efforts diplomatiques encouragée par le Président Johnson) n'eut au mieux aucune incidence, au pire renforça le conflit. En effet, c'est un message de menace à double tranchant que transmet le diplomate canadien.<sup>16</sup> Deux ans plus tard, une autre mission de la part du diplomate Ronning ne donne aucun résultat. Selon l'historien

---

<sup>14</sup> *Ibid*, p. 72-75.

<sup>15</sup> "New Pearson Stand Backs Nuclear Arms for Canadian Forces." *The Toronto Globe and Mail*, 14 Jan. 1963, R1+. Canada's Heritage, Western Libraries, London, ON, <<http://heritage.theglobeandmail.com.proxy2.lib.uwo.ca>> consulté le 25 mars 2007.

<sup>16</sup> Office of the Secretary of Defense, Vietnam Task Force, "V.I.C.I. Settlement of the Conflict: History of Contacts, negotiations, 1965-1966." *United States-Vietnam Relations 1945-1967*. Copy LBJ Library, 01563 c. 1968/00/00. NSC Archive, Western Libraries, London, ON, consulté le 5 août 2008. <<http://nsarchive.chadwyck.com.proxy1.lib.uwo.ca:2048/nsa/documents/VW/01563/all.pdf>>.

canadien John English, « les missions trahissent un appétit canadien pour le rôle traditionnel d'interprète-médiateur alors que de telles possibilités s'amenuisaient ».<sup>17</sup>

En politique étrangère, sous les Libéraux, le discours officiel qui prime est que le Canada est un pays favorisant le multilatéralisme (opposé à l'unilatéralisme associé aux États-Unis) et l'internationalisme, jouant ainsi un rôle de médiateur correspondant à sa puissance moyenne dans le contexte de la guerre froide. Ces discours se retrouvaient aussi parmi certains universitaires et diplomates qui s'interrogèrent sur le concept de puissance moyenne/intermédiaire ainsi que sur l'indépendance de la politique étrangère et de l'avenir du rôle de maintien de la paix<sup>18</sup>. Dans ce sens, se distinguer des États-Unis est non seulement une préoccupation mais aussi un instrument majeur : répéter que le Canada est un pays différent et que cela se voit dans sa politique étrangère revêt un caractère performatif. Ce discours a pourtant des limites qui sont mises au jour par sa marge de manoeuvre limitée, élément qui se trouve au cœur des critiques du rapprochement économique avec les États-Unis.

#### *4. Traditions dans lesquelles s'inscrivent ces discours*

L'asymétrie de la relation, ou la disparité de puissance économique ou en terme de défense entre les deux voisins restait au cœur des préoccupations, quelques que soient leurs traditions et leur degré de nuance. Les discours s'inscrivent dans différentes traditions, la plus évidente d'entre elles étant celle de tendance conservatrice. L'opposition du parti conservateur canadien au rapprochement avec les États-Unis n'était pas nouvelle ; déjà en 1911 ce parti s'était battu contre un accord de libre-échange sectoriel (la réciprocité) avec les États-Unis en invoquant la menace posée par la création d'une seule entité économique nord-américaine qui rendrait le Canada dépendant de son voisin.<sup>19</sup> Le Premier ministre John Diefenbaker (1957-1963) s'est illustré pendant la campagne électorale de 1963 comme antiaméricain alors que le parti libéral mettait en garde contre un éloignement possible et préjudiciable des États-Unis. Le courant conservateur critiquant les États-Unis dans les années soixante, dont George Grant serait le représentant, a été défini comme "Red Tory". Le terme est utilisé en 1960 par Gad Horowitz pour désigner George Grant et distinguer un conservatisme canadien distinct d'un

---

<sup>17</sup> ENGLISH, John. Speaking out on Vietnam. *Canadian Foreign Policy: Selected Cases*, In : KIRTON, John et MURTON, Don. Scarborough, ON : Prentice-Hall Canada, 1992, p. 135-149, p. 137.

<sup>18</sup> Voir GORDON, J. King. *Canada's Role as a Middle Power, Papers given at the third annual Banff Conference on world development*, août 1965, The Canadian Institute of International Affairs, Toronto, ON, 1966. Voir aussi CLARKSON, Stephen, *An Independent Foreign Policy for Canada?* Toronto : McClelland and Stewart Lmted, 1967.

<sup>19</sup> BOTHWELL, Robert. *Canada and the United States - The Politics of Partnership*, U of Toronto P, 1992, p. 50.

conservatisme *Blue Tory* célébrant la libre entreprise et étant plus représentatif des États-Unis<sup>20</sup>. D'après Andrew Ives,

la définition classique de la culture politique canadienne a toujours insisté sur l'importance du discours tory à droite, c'est-à-dire cet ensemble d'éléments qui se rapportent à la manière de concevoir la collectivité en postulant l'existence d'une nation organique au-delà du simple citoyen. [...] La droite canadienne, disaient traditionnellement les politologues, se distinguait nettement de cette droite libérale de par sa conception d'une société organique au-delà de l'individu.

Selon l'historien canadien Jack Granatstein, les *red tories* ont utilisé l'anti-américanisme afin d'avancer leurs ambitions politiques<sup>21</sup>. Le parti libéral était alors, jusque dans les années soixante, perçu comme prônant le rapprochement avec les États-Unis. Pendant la campagne électorale de 1963, le futur Premier ministre Lester Pearson s'inquiète des conséquences pour le Canada que causerait une prise de distance trop importante d'avec les États-Unis. Au début du mandat de Pearson, le Canada et les États-Unis signent le pacte de l'automobile, un accord de libre-échange sectoriel et rédigent un document visant à accroître la coopération et la compréhension mutuelle.<sup>22</sup> Néanmoins, dès le début de la deuxième moitié des années soixante, les choses se gâtent et les discours libéraux mettent l'accent sur la prise de distance avec le voisin du sud, au point que les Conservateurs mettent en garde contre un envenimement possible des relations avec les États-Unis. John Diefenbaker, alors dans l'opposition, le reprocha très tôt au nouveau gouvernement (dans sa posture de victimisation) :

Les libéraux ont prétendu que nous étions antiaméricains, alors qu'en adoptant cette attitude nous étions procanadiens. [...] Vous vous souvenez comment les divers membres du gouvernement actuel nous ont calomniés, condamnés et dénoncés comme étant antiaméricains. Jamais nous n'avons envisagé la possibilité d'aller aussi loin que l'a fait le gouvernement actuel.<sup>23</sup>

Le tournant s'opère de façon bien plus nette en 1967/68, "un virage à 180°"<sup>24</sup>, le parti conservateur prônant de meilleures relations avec les États-Unis et les libéraux sous Trudeau visant l'indépendance. Ce dernier s'est par ailleurs illustré par quelques phrases cinglantes à l'encontre de la superpuissance, notamment lors d'un voyage en URSS en 1971 où il déclara que les États-Unis représentaient une menace économique, militaire et culturelle pour l'identité

---

<sup>20</sup> DART, Ron. "Red Tory", *The Canadian Encyclopedia*, <<http://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/red-tory/>>.

<sup>21</sup> GRANATSTEIN, Jack. *Yankee Go Home? Canadians and anti-Americanism*, Toronto : Harper Collins, 1998, p. x.

<sup>22</sup> Voir Principles of Partnership.

<sup>23</sup> *Compte rendu officiel des débats de la chambre des communes*, première session de la vingtième législature, Elizabeth II, 1963, volume III 1963 du 10 juillet au 2 août 1963, Ottawa : Imprimeur de la Reine, 19 juillet 1963, p. 2513.

<sup>24</sup> BALTAZAR, Louis. La portée du conservatisme américain au Canada. In : CARDINAL, Linda et LACROIX, Jean-Michel. *Le Conservatisme, le Canada et le Québec en contexte*. Paris : Presses Sorbonne Nouvelle, 2009.

nationale canadienne<sup>25</sup>. Le Nouveau Parti Démocratique utilisa aussi la rhétorique de la domination américaine, sous l'angle du colonialisme ou de la réduction du Canada à un satellite<sup>26</sup>. Les discours de la presse canadienne nécessiteraient une étude à part, en prenant en compte leur orientation politique ainsi que leur inscription régionale. La presse se faisait aussi le relai des discours officiels, politiques ainsi que de l'opinion publique à travers notamment les lettres aux éditeurs. Les grands quotidiens semblaient se concentrer sur l'évolution des relations canado-américaines en préférant que leur pays entretienne de bonnes relations avec son voisin tout en maintenant un degré d'indépendance assurant que le Canada maintiendrait sa différence et ne soit pas considéré comme acquis. Voici un exemple extrait de la presse francophone, plus précisément d'un éditorial de Claude Ryan (qui deviendra chef du parti libéral du Québec) en 1963 :

l'entrée en scène de M. Pearson marque la fin d'une période de gel dans les relations entre les États-Unis et le Canada. De ce premier résultat, la grande majorité des Canadiens se réjouiront avec raison. Mais si cette cordialité devait de nouveau inciter les Américains à nous prendre pour acquis, elle ne serait que mirage. Nous l'interprétons, quant à nous, comme une invitation à aborder franchement, au cours des prochains mois, les problèmes trop réels qui ont refroidi, ces derniers temps, notre amitié traditionnelle<sup>27</sup>.

## 2. La question de l'anti-américanisme

La question de l'anti-américanisme au Canada dans les années soixante et soixante-dix ne saurait être écartée, même si la définition pose problème. Le terme peut tout d'abord recouvrir ces adjectifs et expressions négatives pour définir les États-Unis trouvés dans l'opinion et relayés dans les médias ainsi que dans certains discours politiques. Enfin, des mesures politiques ont aussi été décrites comme "antiaméricaines" mais ce terme était alors brandi la plupart du temps par des opposants politiques. Il convient aussi de garder à l'esprit que le terme "antiaméricain" ou "un-American" a été employé aux États-Unis pour désigner des citoyens américains qui ne souscrivaient pas à certaines politiques du gouvernement ou pour désigner des opposants politiques ainsi que des sympathisants communistes. En ce qui concerne le Canada, il est devenu courant de dire, à l'instar de l'historien Granatstein, que l'antiaméricanisme était un "sport national" ou même latent au Canada. Pour lui, l'anti-américanisme canadien serait caractérisé par une forme d'hypocrisie immature ainsi qu'un

---

<sup>25</sup> Cité par THOMPSON, Dale C. Les relations canado-américaines: coexistence ou intégration. *Politique étrangère*, 1972, n°2, p. 163-184, < [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit\\_0032-342X\\_1972\\_num\\_37\\_2\\_1933](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polit_0032-342X_1972_num_37_2_1933)>, p. 163.

<sup>26</sup> "Le NDP: Le Canada devient satellite américain", *Le Devoir*, mercredi 15 mai 1963, p.14.

<sup>27</sup> RYAN, Claude. "La déclaration de Hyannisport", *Le Devoir*, lundi 13 mai 1963, p.4.

mélange de dérision et d'affection envers les Américains<sup>28</sup>. Il définit l'anti-américanisme canadien comme lié à l'histoire du Canada ainsi qu'à son nationalisme et y associe des caractéristiques uniques, comme :

un sentiment de dégoût et de peur provoqué par les activités militaires, politiques, culturelles et économiques américaines qui, bien que largement répandu parmi la population est généralement bénin à moins que des groupes politiques, culturels ou d'affaires ne l'exploitent à leurs propres fins. On y ajoute une pointe - voire parfois plus - d'envie envers la grandeur, la richesse et la puissance de la République et de ses citoyens, ainsi qu'une pincée d'inconfort face aux excès qui gâchent la vie américaine<sup>29</sup>.

Pourtant, pour les politologues Doran et Sewell, l'anti-américanisme latent au Canada n'existait pas. Le terme renvoyait alors à une "forme de caricature hostile des valeurs et attitudes américaines" parfois utilisée par des hommes politiques dans un but précis mais les gouvernements exploitant trop l'anti-américanisme se trouvaient évincés du pouvoir<sup>30</sup>. Pour eux, la dérision des choses américaines était couplée d'affection et l'anti-américanisme ne peut pas être conçu comme élément central de la culture politique canadienne et son impact était minimisé ou nié par des "différences régionales, communales et individuelles ainsi que par les destins en évolution des partis politiques - au pouvoir ou dans l'opposition"<sup>31</sup>. Enfin et surtout, selon les auteurs, l'anti-américanisme est "une attitude et une perception qui reflète aussi bien la nation qui perçoit que l'objet perçu"<sup>32</sup>.

Une étude de l'opinion publique sur la relation canado-américaine permet d'éclairer ce dernier point. D'après les données de Sigler et Goresky, le sentiment nationaliste chez les Canadiens anglais était étroitement lié à une réaction négative face à "la pénétration culturelle et économique du Canada", idée qui était portée par les élites du pays<sup>33</sup>. On retrouve ce sentiment national teinté de la peur de la domination des États-Unis chez les partisans du Nouveau Parti Démocrate, des résidents de l'Ontario, des hommes d'affaires ainsi que des personnes ayant reçu une éducation à l'université<sup>34</sup>. Au contraire, au Québec et dans les régions atlantiques, on retrouve une suspicion sous-jacente que l'attention portée aux États-Unis fasse

---

<sup>28</sup> GRANATSTEIN, Jack. *Yankee Go Home? Canadians and Anti-Americanism*. Toronto : Harper Collins, 1996, p. 10.

<sup>29</sup> GRANATSTEIN, Jack., *op.cit.*, p. 4.

<sup>30</sup> DORAN, Charles F. et SEWELL, James Patrick. Anti-Americanism in Canada? *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Mai 1988, vol. 497, Anti-Americanism: Origins and Context, p. 105-119, p. 105. <<http://links.jstor.org/sici?sici=0002-7162%28198805%29497%3C105%3AAIC%3E2.0.CO%3B2-E>>

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 106.

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> GORESKY, Dennis et SIGLER, John. Public Opinion on United States-Canadian Relations, *International Organization*, 1974, vol. 28, n°04, p. 637-668, p. 665-66.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 665.

perdre de vue les besoins symboliques et matériels de régions moins loties du Canada<sup>35</sup>. Enfin, la réaffirmation de la culture québécoise dans les années soixante aurait été le stimulus poussant les Canadiens à explorer leur identité multinationale, en se concentrant sur le développement national plutôt que sur une réaction aux États-Unis<sup>36</sup>.

Il est aussi intéressant de noter que l'arrivée des insoumis et déserteurs de la guerre du Vietnam au Canada a provoqué certaines réactions d'hostilité à leur présence. Certains discours dénigrant ceux que l'on a appelé les *draft dodgers* faisaient écho à des discours similaires aux États-Unis et ne peuvent être vraiment qualifiés d'anti-américains. Néanmoins, leur présence a fait ressortir des ambiguïtés présentes dans le discours nationaliste. Par exemple, plusieurs insoumis ou déserteurs ont rallié des mouvements nationalistes canadiens et cela a posé un problème aux nationalistes anti-américains. Même sans verser dans l'anti-américanisme, leur présence dans les rangs nationalistes a pu soulever une ambivalence conceptuelle. Selon les termes de David S. Churchill, "les expatriés ont posé des problèmes à la cause nationaliste en venant perturber la logique symbolique d'un Canada censé être unifié et distinct. Comment la différence canadienne pouvait-elle être garantie et la souveraineté maintenue si les Américains eux-mêmes faisaient partie de ce projet?"<sup>37</sup>

## II. Dans quelle mesure cette posture d'altérité a-t-elle contribué au nationalisme canadien ?

Le terme nationalisme pose aussi problème. Plusieurs vagues de divers nationalismes (francophone, anglophone, fédéraux) ont émergé au Canada dans les années soixante puis ont refait surface au début des années soixante-dix. Il s'agit là de se concentrer sur une forme de nationalisme porté par les gouvernements fédéraux sous les Libéraux. Le nationalisme ici est compris comme un projet politique<sup>38</sup> visant à asseoir l'unité nationale à travers des mesures dont le but était de trouver des formes communes permettant aux citoyens canadiens de vivre ensemble sans compromettre l'intégrité du pays, c'est-à-dire en mettant en difficulté le séparatisme québécois. Entre les gouvernements Pearson puis Trudeau, ce projet a évolué. Pour reprendre les termes d'Andrew Ives : le "registre de la nation est également exploité dans le projet pan-nationaliste des Canadiens anglophones de gauche dans les années 60 en réponse au

---

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> CHURCHILL, David S. Draft Resisters, Left Nationalism, and the Politics of Anti-Imperialism. *The Canadian Historical Review*, 2012, vol. 93, n°2, University of Toronto Press, p. 227-260, p. 259.

<sup>38</sup> Rencontre de l'auteur avec François Rocher à Ottawa en 2012.

nationalisme québécois. [...] Malgré le soutien de quelques "red tories", nous sommes devant un nationalisme de gauche"<sup>39</sup>.

### 1. Le gouvernement Pearson (1963-1968)

En ce qui concerne le gouvernement minoritaire de Pearson, l'un des moments les plus marquants en matière de nationalisme économique a été le budget Gordon et, pour l'unité nationale, la commission dite "BB" ou Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme ainsi que le drapeau canadien adopté en 1964 à l'issue de très longs débats. L'armée canadienne se retrouve aussi unifiée et un régime d'assurance-maladie est mis en place. Lester Pearson souhaitait aussi rétablir des relations saines avec les États-Unis et son projet pour le Canada se distinguait bien des États-Unis, notamment à travers sa vision internationaliste de la politique étrangère canadienne, mais sans rhétorique anti-américaine. Le programme du parti libéral pour les élections de 1963 posait comme priorité "une identité canadienne qui crée de l'unité sans uniformité", ce qu'il a tenté de mettre en œuvre à travers le fédéralisme coopératif. Cette priorité était définie comme un « canadianisme positif » qui rendrait « réel un partenariat égal entre les Canadiens anglophones et francophones, partenariat enrichi par les contributions des personnes qui sont venues au Canada de beaucoup d'autres terres<sup>40</sup> ». Le nationalisme de son gouvernement a aussi été réduit au nationalisme économique contenu dans le budget dit Gordon du nom de son ministre des finances et a été critiqué par l'opposition comme risquant de mettre en danger les relations avec les États-Unis. Le budget contenait des mesures dont le but était de limiter les investissements étrangers au Canada, dont une taxe controversée sur la vente de parts dans les entreprises canadiennes aux non-résidents<sup>41</sup>. Le but était de restreindre les investissements en provenance des États-Unis au Canada. Lors de la présentation du budget, Gordon précisa que les capitaux étrangers étaient les bienvenus tant qu'ils créaient des entreprises nouvelles au Canada mais il cherchait à réduire les rachats d'entreprises canadiennes et souhaitait que des Canadiens jouent un rôle dans les entreprises détenues à l'étranger<sup>42</sup>. Le Cabinet finit par revenir en arrière sur la plupart des mesures du budget visant à limiter les investissements étrangers<sup>43</sup> et, selon le chercheur Stephen Azzi, on se souvient de Gordon "non pas comme un meneur ayant essayé de réduire la dépendance du

---

<sup>39</sup> IVES, Andrew. La transformation du conservatisme à la canadienne. In : CARDINAL, Linda et LACROIX, Jean-Michel. *op. cit.*, p. 21-33, p. 29.

<sup>40</sup> "To Serve Canadians," *The Policies of the Liberal Party, general elections 1963*, BAC, Lester Pearson files, MG 26 N5 vol. 44, file "Memoirs, volume 3. Liberal Party. n.d., 1963-1968," p.5.

<sup>41</sup> AZZI, Stephen. *Walter Gordon and the Rise of Canadian Nationalism*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 1999, p. 99.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 108.

Canada sur les États-Unis mais comme un homme politique canadien traditionnel tentant d'équilibrer des forces internes et internationales"<sup>44</sup>.

En ce qui concerne la politique étrangère sous le gouvernement Pearson, le rapport Merchant-Heeney de 1965, rédigé par deux anciens ambassadeurs dans chaque pays visant à accroître la compréhension mutuelle entre les deux voisins, fit couler beaucoup d'encre. Intitulé *Principles for Partnership*, le livret contenait un paragraphe stipulant que, dans la mesure du possible, les points de vue divergents des deux voisins devaient être exprimés en privé et en passant par les diplomates. Ce point fut critiqué comme un abandon de la souveraineté canadienne. En 1965, le Premier ministre Lester Pearson s'exprima clairement bien qu'avec prudence sur la guerre du Vietnam. Alors qu'il était invité dans une université américaine (Temple University) en tant que récipiendaire du prix Nobel de la paix, il suggéra une pause dans les bombardements américains. Le président Johnson fut furieux de ce discours et le fit comprendre à Pearson, ce qui souleva la question de l'indépendance ou de la marge de manoeuvre canadienne en matière d'exercice de sa politique étrangère. Pourtant, comme le rappelle Stephen Azzi, la plupart des critiques émanaient d'une mauvaise compréhension du rapport dans le sens où il ne faisait que rappeler un principe diplomatique et "non une tentative de soumettre le Canada à un contrôle américain"<sup>45</sup>. Les relations avec les États-Unis sous le gouvernement Pearson furent principalement axées sur la coopération malgré des frictions réelles. Historien puis diplomate de carrière, Pearson se concentra surtout sur la politique intérieure et le maintien de l'unité nationale. Dès le début de son mandat, Pearson avait aussi utilisé le spectre de la menace américaine pour appeler à la cohésion nationale et réitérer sa préférence pour le fédéralisme coopératif. Selon un article du *Devoir*, Pearson "a prévenu les Canadiens de langue française et de langue anglaise qu'ils perdraient leur lutte contre l'envahissement du Canada par 'la culture américaine et le capital des États-Unis' si la Confédération échoue". La citation suivante du Premier ministre analyse bien la situation au Canada :

Depuis quelques années, les Canadiens anglais ont plus que jamais conscience de l'envahissement culturel américain et ils sentent que le contrôle sur leur économie leur échappe graduellement. Par contre, ils réalisent que leurs niveaux de vie, qu'ils ne veulent pas voir diminuer, dépendent dans une très large mesure de l'exportation de nos produits aux États-Unis et de l'importation de capitaux américains. Ils sentent donc que l'envahissement qu'ils regrettent est la source même de la prospérité qu'ils désirent. C'est pourquoi ils réalisent que leur indépendance politique ne peut pas être très efficace pour prévenir un envahissement devenu inséparable de la prospérité et donc pratiquement

---

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>45</sup> AZZI, Stephen. *op. cit.*, p. 128.

inévitable. Cette situation fait naître inévitablement la frustration. Un très petit nombre de Canadiens anglais éprouvent des regrets et se tournent vers le passé. D'autres sont tentés d'abandonner la lutte et de devenir américains. La plupart, toutefois, ont décidé de réagir positivement à l'envahissement américain, d'accentuer leur identité et de se rapprocher davantage des Canadiens français. [...] En somme, si nous n'évoluons pas au même rythme, nous évoluons au moins dans le même sens et c'est là l'essentiel à mon avis<sup>46</sup>.

Ici, le discours sur l'indépendance canadienne est instrumentalisée dans le but de défendre l'unité nationale, sans avoir rencontré de grand succès. Le thème de l'invasion insidieuse de l'économie américaine referra surface quelques années plus tard.

## 2. *Le gouvernement Trudeau (1968-1984)*

Le gouvernement Trudeau a eu aussi à cœur de maintenir l'unité nationale et de battre le séparatisme québécois. Détestant le nationalisme, Trudeau a pourtant remodelé son pays. De nation biculturelle, le Canada est devenu multiculturel en 1971. Il s'agissait d'une mesure non-Américaine dans le sens où le multiculturalisme s'opposait au *melting pot* américain<sup>47</sup> en insistant sur l'intégration sans assimilation. Le multiculturalisme permettait de tenir compte des changements de l'immigration au Canada et de diluer le nationalisme québécois ainsi que de mettre un coup d'arrêt à l'idée de droits collectifs en rapatriant la constitution canadienne de Londres et en y attachant une Charte des droits et libertés.

Le gouvernement Trudeau a aussi mis l'accent sur la défense des intérêts canadiens, que ce soit en politique étrangère ou dans le domaine de l'économie et de l'énergie. Le début de son mandat correspond aussi à la période de ce qui a été nommé "le nouveau nationalisme" (hérité de Gordon) qui correspondait à "un sentiment croissant d'angoisse envers l'influence américaine au Canada" non seulement en ce qui avait trait à l'économie mais aussi à la défense et la culture du Canada<sup>48</sup>. L'économie était cependant au cœur des préoccupations sur fond de nationalisme québécois : la méfiance envers les États-Unis était couplée à la peur que si le Québec venait à se séparer du Canada, alors il ne resterait pas grand-chose du Canada qui risquerait d'être absorbé par son voisin. Plusieurs comités virent le jour, comme le Comité l'indépendance du Canada conçu par Walter Gordon, le journaliste Peter Newman et Abraham Rotstein. Le CIC compte 10 000 membres, sait utiliser les médias et lance des pétitions au gouvernement demandant à ce que les investissements étrangers au Canada soient limités dans

---

<sup>46</sup> "Pearson demande aux Canadiens d'offrir un front commun à l'envahissement américain", *Le Devoir*, lundi 19 août 1963, une.

<sup>47</sup> Entretien avec François Rocher.

<sup>48</sup> AZZI, Stephen. *op. cit.*, p. 167.

le but de favoriser l'indépendance culturelle et économique de leur pays<sup>49</sup>. Le mouvement socialiste Waffle, mené par deux professeurs d'université, voit aussi le jour en 1969, formé par des membres du Nouveau Parti Démocratique. Ils demandent notamment à ce que la propriété publique canadienne remplace la propriété privée américaine<sup>50</sup>.

Le gouvernement canadien a aussi pris des mesures visant à diminuer la dépendance canadienne sur son voisin en matière économique. L'agence de révision des investissements étrangers est créée en 1973 et deux ans plus tard le gouvernement crée une société pétrolière de la couronne, PétroCanada, suite à une motion du Nouveau Parti Démocratique. En 1982, le gouvernement lance aussi la Corporation de développement du Canada. En ce qui concerne les échanges commerciaux avec les États-Unis, le gouvernement fait le choix de la "3ème Option" afin de réduire sa vulnérabilité envers son voisin. Le but était de trouver d'autres partenaires commerciaux, notamment en Europe et au Japon afin de moins dépendre du marché états-unien. Une autre des options qui s'offrait au Canada était d'intensifier les échanges avec son voisin, choix qui sera opéré avec le traité de libre-échange.

La réflexion sur le concept de dépendance évolue quelque peu au début des années soixante-dix, quand les acteurs de la politique canadienne reconnaissent que l'interdépendance est un phénomène croissant et mondial. Cependant, l'idée prime que la disparité entre le Canada et son voisin reste telle qu'interdépendance signifie tout de même dépendance bien que des avantages peuvent être retirés de l'interdépendance. C'est bien l'existence de la société canadienne, l'unité canadienne ainsi que l'idée même du pays qui inquiète, la proximité avec la superpuissance risquant de faire de son voisin du nord une imitation américaine. Un document confidentiel est très explicite à cet égard :

Le besoin de restaurer et de maintenir un degré suffisant d'indépendance est plus important pour le Canada en raison du fait que l'interdépendance croissante avec les États-Unis, à cause de la grande disparité de taille et de puissance, tend à impliquer une dépendance excessive sur les États-Unis et à éroder la capacité du Canada à maintenir une société distincte ayant son propre sens d'identité. L'indépendance est donc un but relatif et un instrument soutenant des valeurs nationales plus fondamentales, comme l'unité nationale, l'identité et réussir à répondre aux aspirations de la qualité de vie canadienne. Il doit reconnaître et accepter dans la plus large mesure possible les avantages apportés par l'interdépendance<sup>51</sup>.

Il convient de souligner qu'il s'agissait d'un texte sans aucune visée politique ni rhétorique visant à convaincre des électeurs mais dont le but était de situer le contexte pour préparer la

---

<sup>49</sup> RICKWOOD, Roger "Comité pour l'indépendance du Canada", *The Canadian Encyclopedia*, 02 juin 2006, <<http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/committee-for-an-independent-canada>>.

<sup>50</sup> WATKINS, Mel. Waffle, *The Canadian Encyclopedia*, 02 juillet 2006, <<http://www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/waffle/>>.

<sup>51</sup> "Canadian Identity and Independence". *Visit to Canada of President Nixon April 13-15, 1972*, Confidential, April 5, 1972, Bibliothèques et Archives Canada, MG 26011, vol. 27, file 853 Secret, 1972 file 2, Canada and the U.S.A. - visits Pres. Richard Nixon vol. II, p. 1.

prochaine visite du président Nixon. Néanmoins, les pressions émanant de l'opinion publique étaient prises en compte dans la réflexion. Le texte précise que même s'il n'y avait aucune valeur distincte que les Canadiens souhaiteraient préserver, les pressions sur les gouvernements pour répondre à des nouvelles exigences en matière de justice sociale feraient que les gouvernements devraient être capables de prendre des mesures efficaces. "Le fait que l'on ressent que des valeurs distinctes existent et sont prisées des Canadiens renforce cette nécessité de fonctionnement"<sup>52</sup>. La politique étrangère était pensée comme l'un des vecteurs des valeurs canadiennes distinctes, comme l'a montré le livre blanc sur la politique étrangère de 1970. Pour les chercheurs canadiens Massie et Roussel, les mythes en politique étrangère canadienne exercent une fonction identitaire en contribuant à l'identité nationale : la "fonction unificatrice, rassembleuse des mythes contribue donc à la légitimation de l'existence même du Canada comme entité politique"<sup>53</sup>.

Enfin, la forme de nationalisme qui a le plus insisté sur la distinction du Canada est sans doute le nationalisme culturel, terme vague qui recoupe l'identité même du pays et qui cherche à préserver sa différence. De telles initiatives n'étaient pas nouvelles, plusieurs mesures ayant été prises dès les années vingt et trente. Selon l'historien Ramsay Cook, les nationalistes culturels cherchaient à répondre au "défi posé par l'américanisation" et ils voulaient "préserver, ou développer, une série de valeurs sociales ou culturelles qui garantiraient la distinction du Canada par rapport aux États-Unis"<sup>54</sup>. Pour eux, l'intervention de l'État voire la nationalisation s'avère nécessaire à ce processus de distinction<sup>55</sup>. Le Comité Spécial du Sénat sur les médias de masse concluait en 1970 que le Canada était un "satellite culturel" de son voisin. Des politiques gouvernementales en charge de réguler voire de réduire la présence culturelle américaine ont également été prises<sup>56</sup>. Pour le chercheur Roger Franck Swanson, le

---

<sup>52</sup> "Canadian Identity and Independence", *Visit to Canada of President Nixon April 13-15, 1972*, Confidential, April 5, 1972, Bibliothèques et Archives Canada, MG 26011, vol 27, file 853 Secret, 1972 file 2, Canada and the U.S.A. - visits Pres. Richard Nixon vol. II, p. 2.

<sup>53</sup> MASSIE, Justin et ROUSSEL, Stéphane. Au service de l'unité: le rôle des mythes en politique étrangère canadienne, *Canadian Foreign Policy*, printemps 2008, vol. 14, n°2, p. 67-93, p. 85.

<sup>54</sup> COOK, Ramsay. "Cultural Nationalism in Canada: an Historical Perspective," **In** : MURRAY, Janice L. *Canadian Cultural Nationalism, The Fourth Lester B. Pearson Conference on the Canada-United States Relationship*, New York University Press, The Canadian Council of International Affairs and the Council on Foreign Relations, 1977, p. 16-17.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>56</sup> SWANSON, Roger. Canadian Cultural Nationalism and the U.S. Public Interest. **In** : MURRAY, Janice L. *op. cit.*, p. 55.

nationalisme culturel canadien touchait aux intérêts privés américains et était le domaine le moins compris par le gouvernement américain<sup>57</sup>.

### III. Comment le Département d'État américain a-t-il perçu ce nationalisme canadien ?

Le Département d'État américain a, tout d'abord, suivi d'assez près l'évolution du nationalisme canadien. Les perceptions qu'en ont eu les diplomates et hommes politiques ont varié en fonction du climat politique et des décisions prises par les gouvernements canadiens. Néanmoins, une tendance se dessine dans l'ensemble dont voici quelques exemples. D'une part, le Département d'État, à travers les memoranda et documents de recherche, semblait somme toute résigné au discours canadien prônant son indépendance. Même si un certain agacement se fait sentir, tant que les discours canadiens n'étaient pas anti-américains, alors ils ne paraissaient pas alarmistes. Les moments où l'irritation se fait sentir et où les propos confidentiels deviennent dénigrants envers le Canada, c'est quand les États-Unis se sentent attaqués publiquement de façon injuste à leurs yeux. L'agacement - principalement de l'ambassadeur américain à Ottawa - se fait ainsi sentir de façon très nette lors de la campagne électorale de 1963 à l'encontre du Premier ministre John Diefenbaker qui a accusé le Président Kennedy de l'avoir fait évincer du pouvoir. Le soulagement est palpable lorsque Pearson est élu et l'ambassadeur américain Butterworth espère instiller une dose de réalisme dans la relation avec le voisin du nord. Son agacement quant à sa perception du manque de réalisme du Canada est clair : « [n]ous sommes arrivés à un point où nos relations doivent avoir un socle plus solide que l'accommodement à l'idée névrosée que se font les Canadiens de nous et du monde. Nous devrions moins jouer le rôle de l'*accoucheur* des illusions canadiennes »<sup>58</sup>. Ce qui comptait, pour le Département d'État, c'était de pouvoir faire avancer les intérêts des États-Unis et l'ambassadeur pensait que le gouvernement Pearson serait plus à même de faire de ce souhait une réalité : « les résultats de l'élection n'indiquent pas un triomphe mais certainement une victoire pour les forces compatibles avec nos intérêts »<sup>59</sup>. L'ambassadeur se réjouissait aussi de voir, selon son analyse, que l'antiaméricanisme, "même lorsqu'il était nommé 'pro-canadianisme'", n'était pas une arme politique mais au contraire une

---

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> BUTTERWORTH, "Telegram From the Embassy in Canada to the Department of State", Ottawa, February 3, 1963, n°990. *Foreign Relations of the United States, 1961-1963 Volume XIII West Europe and Canada*, p. 1196-99, p. 1199. "We have reached point where our relations must be based on something more solid than accommodation to neurotic Canadian view of us and world. We should be less the accoucheur of Canada's illusions."

<sup>59</sup> BUTTERWORTH, *Telegram n°1313 to Secretary of State, April 11, 1963*, confidential, JFK Library, Papers of President Kennedy National Security Files, Countries, Box 18 A, Canada General 4/11/63-5/3/63. 3pp, p.3. "In sum, election results indicate not triumph but certainly victory for forces compatible with our interests."

cause de défaite électorale au Canada<sup>60</sup>. L'insistance du Canada sur sa différence avait aussi été dûment notée par l'ambassadeur, avec quelque impatience :

nous devons nous souvenir que les Libéraux sont tout de même des Canadiens et leur sophistication relative ne signifie pas qu'ils ne souffrent pas de la compulsion nationale que nous connaissons bien, celle qui les pousse à prouver aux autres ainsi qu'à eux-mêmes qu'ils ne sont pas américains<sup>61</sup>.

Selon l'historien canadien Greg Donaghy, McGeorge Bundy, conseiller du président à la sécurité nationale, pensait que le gouvernement minoritaire de Pearson entraînerait « 'une période d'incertitude considérable' et compliquerait les manœuvres, toujours délicates, visant à épargner les susceptibilités nationalistes canadiennes' ». L'historien ajoute que l'agence centrale de renseignements (CIA) allait dans le même sens et a « averti le président que Pearson était 'un nationaliste modérément vigoureux' qui était enclin à remettre en question 'les relations de défense Etats-Unis/Canada sur toute la ligne' »<sup>62</sup>. C'est par ailleurs sur l'idée fondamentale que le gouvernement canadien ne pouvait se permettre d'avoir l'air d'être subordonné à son voisin du sud que reposait la plupart des stratégies à élaborer par le conseil de sécurité nationale et à mettre en œuvre par le Département d'État. Pour Butterworth, le plus important était de pouvoir traiter avec le Canada de façon courtoise, plus terre-à-terre et en gardant à l'esprit "l'importance d'obtenir des contreparties"<sup>63</sup>. Il avait surtout peur que le Département d'État ne "retombe dans sa vieille habitude de traiter le Canada comme un enfant turbulent qu'il était toujours possible de gifler en pleine figure"<sup>64</sup>.

Un rapport de recherche de juillet 1970 intitulé "Le nationalisme canadien comme facteur dans les relations États-Unis/Canada"<sup>65</sup> adopte un ton plus neutre pour décrire le nationalisme canadien. Selon le rapport, le nationalisme canadien émerge de façon périodique et vient compliquer les relations avec les États-Unis. Les causes de ce nationalisme sont "l'ambivalence" que ressentent les Canadiens parce qu'ils partagent le continent avec un voisin aussi puissant et cette ambivalence pousse le Canada à "chercher sa propre identité nationale et à établir une série

---

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> BUTTERWORTH, *Telegram n°1328 to Secretary of State*, April 15, 1963, Section two of two, 2p, p.2. confidential, JFK Library, Papers of President Kennedy National Security Files, Countries, Box 18 A, Canada General 4/11/63-5/3/63. "What this means for us is that we must remember Liberals are none the less Canadians and their relative sophistication does not mean they do not suffer from familiar national compulsion [*coquille dans le texte*] to demonstrate to themselves and others that they are not Americans."

<sup>62</sup> DONAGHY, Greg. *op.cit.*, p. 17, " 'a period of considerable uncertainty' and complicated the problem of manoeuvring around tender Canadian nationalist sensibilities." ; "the president that Pearson was 'a moderately strong nationalist' who was inclined to question 'the whole course of U.S.-Canadian defense relationships.'"

<sup>63</sup> BUTTERWORTH, *Telegram 1327*, April 15. JFK Library, Papers of President Kennedy National Security Files, Countries, Box 18 A, Canada General 4/11/63-5/3/63.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Bureau of Intelligence and Research, "Le nationalisme canadien comme facteur dans les relations États-Unis/Canada", Research Study, Department of State, July 6, 1976, p. 1.

de valeurs culturelles distinctes libres de toute influence des États-Unis"<sup>66</sup>. Le rapport note une nouvelle importance donnée à la recherche de l'identité nationale canadienne (à travers la recherche d'un rôle innovant) depuis l'accession de Trudeau au pouvoir. Selon le rapport, "l'accent sur les 'valeurs supérieures', l'indépendance et un rôle distinctement canadien suggère qu'il est probable que le nationalisme restera un facteur continu dans les relations États-Unis/Canada et souvent une source de friction," notamment en ce qui concerne l'Arctique et la recherche de l'indépendance culturelle<sup>67</sup>. Le rapport restait cependant optimiste car les leaders "des deux partis majeurs canadiens ont à plusieurs reprises rejeté l'anti-américanisme comme socle de leur nationalisme"<sup>68</sup>. Un mémorandum à l'attention du Président avant la visite du Premier ministre canadien le mettait déjà en garde contre les inquiétudes canadiennes face à la présence écrasante des États-Unis et aux craintes concernant leur identité et héritage national<sup>69</sup>. Le texte précisait tout de même que, pour la plupart des Américains, le Canada était un vaste territoire fait de glace et de neige, peu peuplé - principalement par la police montée et par des gens amicaux et francs leur posant peu de difficultés<sup>70</sup>. Le Département n'était pas inquiet non plus lorsque le Comité pour l'indépendance du Canada a été créé<sup>71</sup>. Lorsque le Président Nixon se rend au Canada en avril 1972, il est bien au courant des sensibilités canadiennes concernant leur indépendance. Il retourne alors l'argument à son avantage en l'intégrant à la "doctrine Nixon", qui était "fondée sur l'hypothèse que des partenaires adultes doivent être en mesure d'appliquer des politiques indépendantes et autonomes." Il prit soin de rappeler la différence du Canada : "Il est temps que les Canadiens et les Américains dépassent le stade de la rhétorique sentimentale du passé. Il est temps pour nous de reconnaître que nous avons des personnalités très distinctes."<sup>72</sup> Ses propos ont été perçus comme mettant un terme à la relation spéciale même s'ils n'ont eu aucun impact sur la relation elle-même. Lorsque le Premier ministre conservateur Brian Mulroney exprima le souhait en 1985 de voir le Canada se rapprocher des États-Unis, le Département d'État se méfiait en raison des craintes canadiennes à l'encontre de liens trop proches avec le voisin du sud<sup>73</sup>.

---

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>69</sup> Memorandum for the President, "Subject: Trudeau's Visit: Scope and Objectives," confidential, March 20, 1969, p. 2.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>71</sup> Airgram, *Formation of the "Committee for and Independent Canada,"* limited official use, October 3, 1970.

<sup>72</sup> NIXON, Richard. *Allocution de M. Richard M. Nixon prononcée à la Chambre des Communes*, 14 avril 1972, Ottawa, Imprimeur de la Reine, p. 1328.

<sup>73</sup> "Canadian-American Relations", *National Security Study Directive 1-85*, secret, 5 janvier 1985, p.1, RG 273, Records of the NSC, NSSD, Entry 21, Box 1 of 1.

Pour conclure, les propos exprimant des craintes canadiennes par rapport aux États-Unis sont à nuancer. Par exemple, certains groupes dans l'Ouest du pays ont souhaité rejoindre le voisin du sud qu'ils trouvaient très attractif. L'immigration canadienne vers les États-Unis a par ailleurs contribué au sentiment de peur d'être englouti ou de disparaître. De plus, l'attraction exercée par les États-Unis était une réalité, ce qui contribuait alors au sentiment de crainte suscité par la proximité avec ce superpuissant voisin. D'une part et à titre d'exemple, l'idée que le Canada souffrait d'une "hémorragie" de population vers le sud de la frontière était répandue. Un article de 1966 analysant les mouvements migratoires entre les deux pays avance l'argument que la perte de Canadiens en faveur des États-Unis est moindre que l'idée que l'on s'en faisait et qu'il y avait plus de mouvements dans les deux sens entre les deux pays que ce que l'on pensait<sup>74</sup>. Par ailleurs, un article qui a étudié un échantillon de journaux télé des années soixante de la chaîne canadienne CBC montre que la plupart des discours concernant le mouvement des droits civiques et la guerre du Vietnam étaient globalement favorables, de façon subtile et implicite, au gouvernement des États-Unis, ne posant ainsi pas les États-Unis comme un "autre"<sup>75</sup>. Ces propos ont certes reflété de réelles inquiétudes mais ont aussi joué un rôle dans le nationalisme canadien en tant qu'unificateur et la rhétorique de la menace américaine a pu être instrumentalisée. De ces craintes sont nées de réelles initiatives canadiennes visant à accroître l'indépendance économique du pays. Cependant cette rhétorique s'est détachée de l'anti-américanisme et ne semble pas avoir eu d'impact majeur sur la relation avec les États-Unis dans le sens où la coopération a primé malgré des frictions. Ces discours, même s'ils ont été basés sur des arguments tout à fait rationnels, revêtent une grande part d'émotion et d'ambivalence. Car répéter que le Canada est un pays distinct touche du doigt un des problèmes principaux de l'affirmation de l'identité canadienne dans le sens où la proximité avec les États-Unis est inévitable. Cette question ressurgit encore parfois lorsqu'il est question de rapprochement avec le voisin du sud ainsi que celle de l'anti-américanisme. L'historien Norman Hillmer la résout ainsi:

Les États-Unis sont le repère auquel les Canadiens se sont toujours comparés - rien de moins, mais rien de plus. Les Canadiens accentuent ce qui les distingue, ce qui est naturel et nécessaire. Le grand défi national américain oppose notre recherche maladroite d'identité et d'indépendance à une intégration intense avec la culture, le commerce et les forces armées d'un grand voisin. Cela nous rend paradoxaux, et parfois même étroits d'esprit et hypocrites. Mais cela ne fait pas de nous des anti-américains.<sup>76</sup>

---

<sup>74</sup> PANKHURST, K.V. Migration between Canada and the United States. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1966, vol. 367, The New Immigration, p. 53-62, p. 57.

<sup>75</sup> SCHWATRZ, Mallory. "Like "Us" or "Them"? Perceptions of the United States on the CBC-TV National News Service in the 1960s", *Journal of Canadian Studies - Revue d'études canadiennes*, 2010, Vol. 44, n° 3, p. 118-153, p. 145.

<sup>76</sup> HILLMER, Norman. "Are Canadians anti-American?", *Policy Options*, July-August 2006, p. 63-66, p. 65.

